

26 juillet 2022 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

RENCONTRE DU PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE AVEC DES REPRESENTANTS FRANÇAIS ET CAMEROUNAIS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Blaise ETOUA

Excellence Monsieur le Président de la République française,
Monsieur le Président du Conseil de suivi des recommandations de Montpellier,
Distingués invités en vos rangs, grades et qualités,
Mesdames et Messieurs,

Je voudrais, avant toute chose, souhaiter la bienvenue en ces lieux à Monsieur Emmanuel MACRON. Monsieur le Président de la République, à l'occasion de votre visite officielle au Cameroun, en cours, vous avez accepté de participer à cette rencontre avec les sociétés civiles camerounaises et françaises. Nous vous en savons gré et espérons qu'au cours des deux prochaines heures — un peu moins parce que la séance de selfies a un peu duré — la rencontre des idées et le croisement du verbe fasse émerger, ici même, au club Noah, lieu mythique de Yaoundé sur la colline d'Etoudi — l'autre versant d'Etoudi, puisque vous étiez au premier versant ce matin — une nouvelle perspective dans les relations entre le Cameroun et la France. Mieux, une démarche structurante pour une perspective plus globale entre notre continent et votre pays.

Nous vous devons ce rendez-vous, Monsieur le Président. Nous le devons également à un groupe de réflexion et d'action — le premier en Afrique, il faut le souligner — issu entre autres des précédentes réflexions du sommet Afrique-France de Montpellier en octobre dernier, animé avec brio par mon aîné Achille MBEMBE, ici présent à vos côtés et que je salue. Le Conseil de suivi des recommandations de Montpellier n'a eu de cesse de poursuivre la réflexion et de travailler à la co-construction d'un socle de propositions permettant de porter cette nouvelle dynamique, que votre visite, juste au lendemain de votre réélection peut favoriser. En plus des travaux de l'entre-deux, les vingt-quatre membres du groupe de réflexion, que vous venez de rencontrer, ont planché pendant toute cette journée sur trois sujets centraux, essentiels, je ne dirais pas critiques mais importants, sur lesquels je reviendrai dans un moment. Ce sont des jeunes — et d'ailleurs je salue la présence parmi nous de Monsieur le ministre de la Jeunesse et d'Éducation civique du Cameroun—, issus de divers secteurs d'activité, acteurs associatifs, dirigeants, enseignants, chercheurs, entrepreneurs, innovateurs, artistes, consultants et j'en passe. Vous les écouterez dans quelques instants.

D'ici là, je voudrais inviter le Président du Conseil à bien vouloir me rejoindre pour un mot d'introduction. Mesdames, Messieurs, pouvons-nous accueillir Maître Jacques Jonathan NYEMB s'il vous plaît ? Je vous remercie.

Jacques Jonathan NYEMB

Excellence Monsieur le Président de la République Française,
Excellence Monsieur le ministre de la Jeunesse et de l'Éducation civique,
Mesdames et Messieurs les membres de la délégation du Président de la République Française,
Mesdames et Messieurs les membres du Conseil pour le suivi des recommandations du nouveau Sommet Afrique-France,
Distingués invités en vos titres, grades et qualités respectifs,
Mesdames et Messieurs.

Je voudrais commencer par souhaiter à toutes et à tous une chaleureuse bienvenue dans ces lieux ainsi qu'un agréable séjour en terre camerounaise sur invitation de Son Excellence Monsieur Paul BIYA, Président de la République du Cameroun, à Son Excellence Monsieur Emmanuel MACRON, Président de la République française, ainsi qu'à la délégation qui l'accompagne. C'est un honneur et un grand plaisir pour moi de prendre la parole pour ce moment qui est assurément un temps fort de l'histoire entre deux peuples, deux États, deux continents.

Excellences, Mesdames et Messieurs, qu'on s'en souvienne, à l'appel du 18 juin 1940 du Général De GAULLE, le Cameroun a été parmi les premiers territoires à rallier la France libre. De nombreux jeunes Camerounais ont versé leur sang pour la reconquête et la libération de la France. Moins de deux décennies plus tard, dès 1955

verse leur sang pour la reconquête et la libération de la France. Moins de deux décennies plus tard, dès 1960, c'est au tour de plusieurs jeunes militants progressistes français de porter la voix des leaders camerounais pour la cause de l'indépendance et de la réunification du Cameroun. Ainsi, unis par une histoire parfois douloureuse, mais inexorablement appelés à partager un destin commun, les jeunesses camerounaises et françaises ont toujours su s'engager ensemble avec audace, courage et espérance, lorsque la sécurité collective est menacée.

Plus de 80 ans plus tard, en octobre 2021, sensibles à l'appel de Ouagadougou et à l'élan participatif qui l'a suivi, près de 80 jeunes Camerounais étaient présents à Montpellier, aux côtés d'autres jeunes du continent et de la diaspora, pour le Nouveau Sommet Afrique-France. Innovant par son format, ses acteurs et ses thématiques, ce dernier postule un nouveau départ dans les relations entre l'Afrique et la France. Une nouvelle relation désormais apaisée, équilibrée et surtout affranchie de ces non-dits historiques. Cet ultime élan réformiste a conduit, le 8 avril dernier, à la création, au Cameroun, du premier Conseil pour le suivi des recommandations du Nouveau Sommet Afrique-France, véritable plateforme de sensibilisation, de plaidoyer, de formation et d'expérimentation, au service de la refondation des relations camerouno-françaises d'une part et africano-européenne d'autre part. Catalyseur de nouvelles coalitions d'idées, communautés d'intérêt et synergies entrepreneuriales, le Conseil entend s'affirmer comme un acteur majeur du changement de narratif, du changement de méthode, mais aussi du changement d'outils pour une coopération désormais gagnant-gagnant. En effet, dans un contexte mondial de remise en cause des acteurs et modes de gouvernance hérités du système étatique westphalien, le Conseil inscrit de plain-pied les sociétés civiles camerounaises et françaises dans un nouveau schéma de gouvernance participative, transformant par la même occasion la diplomatie publique, apanage traditionnel des Etats. Ainsi donc, et une fois de plus, face aux défis actuels communs touchant à la sécurité sanitaire, alimentaire, environnementale ou encore énergétique du monde, les jeunesses camerounaises et françaises, y compris les diasporas, ont fait le choix, en pleine conscience, de s'engager ensemble.

Excellences, Mesdames et Messieurs, la séquence organisée ce jour est la preuve vivante que les sociétés civiles camerounaises et françaises, tout en restant critiques et exigeantes, ne cesseront jamais, sous le regard bienveillant des décideurs publics des deux pays, de dialoguer ensemble, mais surtout de co-construire pour dévoiler l'horizon. L'Afrique étant appelée à être le centre de gravité de cette nouvelle ère participative, collaborative et solidaire, la philosophie Ubuntu, magnifiée par Nelson MANDELA, sera incontestablement la matrice de cette nouvelle alliance à bâtir, non plus entre les Etats uniquement, mais entre les peuples, autour de principes immuables : la souveraineté, l'interdépendance et la durabilité, mais aussi autour de valeurs communes : la dignité, le respect et l'intégrité. À ce prix et lui seul, une nouvelle relation entre le Cameroun et la France est possible. « Engagé », c'est le choix que nous avons fait et que rien ne peut entraver. C'est aussi le thème du forum « Our future » que nous organiserons en décembre prochain à Yaoundé pour inviter toutes les forces sociales d'Europe et de la sous-région Afrique centrale à s'engager avec audace, courage et espérance pour réinventer ce monde meilleur que nous appelons tous et toutes de nos vœux.

Vive le Cameroun, vive la France, vive l'amitié camerouno-française et vive le monde !

Je vous remercie pour votre aimable attention.

Blaise ETOUA
Merci Maître. Le ton est donné.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,
Chers participants,

Après ce propos introductif, nous allons entrer dans le cœur du sujet. Pendant la journée, le groupe de travail a discuté autour de trois questions : la gouvernance locale, la participation citoyenne et les enjeux de la démocratie ; l'entrepreneuriat, l'innovation et les enjeux du développement durable ; l'histoire, la culture et les patrimoines. Les trois ateliers organisés autour d'une représentation paritaire entre le Cameroun et la France, vont nous livrer le fruit de leurs réflexions. Chaque atelier, dont les membres sont présents ici, va prendre la parole à travers ses rapporteurs, le binôme étant à chaque fois composé d'une ou d'un Camerounais et d'une ou d'un Français.

Si vous en avez convenance, Monsieur le Président, je vais donc introduire la séance de restitution qui elle-même va précéder votre prise de parole et un échange libre à venir avec les participants. Je vais donc à présent inviter ici les deux premiers rapporteuses, Madame Iléana SANTOS et Michèle Gaëlle ABE, à bien vouloir nous livrer la quintessence de leurs discussions. Je rappelle qu'elles ont travaillé avec leur groupe sur la gouvernance locale, la participation citoyenne et la démocratie.

Vous avez la parole.

Iléana SANTOS

Monsieur le Président,
Messieurs et Mesdames les ministres,
Distingués invités,

La difficulté de l'exercice de ce soir, c'est de résumer avec les mots justes des heures d'échanges et de débats animés, francs mais ambitieux et réalistes. Pour la confiance qu'ils nous ont accordée et la force de conviction qu'ils incarnent, je vous demande d'applaudir très fort nos camarades Paul Joël, Nancy, Richard, Carole, Roger et évidemment Jacques Jonathan. Monsieur le Président, ce soir, j'ai la chance et l'honneur de partager cet échange avec toi, ma collègue camerounaise.

Avec mes deux jambes, celle d'une franco-togolaise, née et grandie à Lomé, arrivée en France il y a dix ans, j'ai essayé, en tout cas modestement, de représenter la société civile française. Nos deux organisations, celle que tu portes, chère Michèle, la Fondation conseil jeunes et Je m'engage pour l'Afrique, que nous représentons ensemble, portent une ambition commune : celle de donner à chaque jeune qui souhaite s'engager pour l'Afrique, un espace de conversation et des outils pour prendre part au débat public. C'est donc à deux voix, nous, femmes engagées du Cameroun et de la France, que nous allons partager avec vous nos propositions concrètes. Jusqu'à la dernière minute, je vous promets, nous avons tenu à trouver un consensus et il nous a paru nécessaire de vous présenter nos clés de lecture.

Michèle Gaëlle ABE
Bonsoir à tous.

Effectivement, Iléana. Il est important de souligner que cette table ronde s'est construite autour de la reconnaissance de la vulnérabilité de nos deux systèmes démocratiques. Dans tous les échanges, il a vraiment été question des deux contextes. Elle s'est construite autour de la nécessité d'évoluer d'une démocratie représentative vers une démocratie plus participative. C'est le seul système, à notre avis, qui favorise la participation citoyenne et la gestion optimale de la diversité de nos sociétés. Comment comprendre que des sociétés aussi différentes puissent avoir autant de similitudes, notamment sur le taux de participation aux élections qui est très bas en France comme au Cameroun, notamment sur l'implication des populations dans la gestion des communes, notamment sur la demande de plus de transparence et de redevabilité ? Comment comprendre aussi, comment expliquer, que des personnes vivant dans des sociétés aussi différentes puissent aboutir à des constats malgré les causes qui sont, à coup sûr, différentes ? On peut préciser notamment le refus de compromis ou d'accepter les opinions contraires. C'est d'une part la preuve que le monde est un village planétaire et d'autre part, le témoignage de la vertu du dialogue, du partage et de la recherche permanente de consensus. Ces constats ne nous enlèvent pas nos identités. Nous sommes Camerounais, Africains, Français et Européens et ces constats ne nous séparent pas. La présente restitution est donc le résultat du maillage de ces intelligences.

Iléana SANTOS

Oui, effectivement, notre première proposition, elle, est concrète Monsieur le Président. Elle porte sur l'économie des villes. En fait, ce que l'on souhaite, Monsieur le Président, c'est de donner une nouvelle impulsion aux relations entre les collectivités locales françaises et camerounaises. Pour nous, ça passe concrètement par accélérer la coopération économique des petites et des moyennes villes. Ce qu'on propose, c'est de mettre en place une matrice qui permettrait de connecter les villes françaises et camerounaises sur la base de leur spécialisation et de leurs atouts économiques. Cette accélération, elle peut commencer d'abord simplement par faire une cartographie des communes françaises et camerounaises pour en fait vraiment identifier les spécificités de proposer des modèles de jumelage et de pouvoir créer ces partenariats gagnant-gagnant.

Évidemment, il faudra associer à la société civile, il faudra associer les organes de bénévolat, je pense à France Volontaires, notamment, dans la conception de ces projets. Nous, on imagine plusieurs opérateurs associés, par exemple l'Association des maires de France, mais aussi, côté camerounais, la Commune et villes unies du Cameroun, avec l'appui bien évidemment de la société civile et de l'ensemble des opérateurs français : BPI et l'AFD. Mes camarades camerounais m'ont relaté des exemples concrets de coopération économique des villes, celles de Dschang et Nantes, qui a été signé en 2002 et qui a donné lieu à la création notamment d'une usine de compostage, qui a créé plus d'une centaine d'emplois. Vraiment, Monsieur le Président, ce qu'on souhaite, c'est d'arriver à créer ce type de partenariat-là où il y a des résultats économiques concrets qu'on peut mesurer.

Michèle Gaëlle ABE

Notre deuxième proposition, Monsieur le Président, c'est d'accélérer l'émergence de nouvelles forces sociales en France comme au Cameroun, notamment dans les secteurs politiques de citoyenneté, d'entrepreneuriat universitaire, avec l'appui du secteur public et privé. Sur la recommandation du professeur Achille MBEMBÉ que je salue ce soir, vous avez annoncé lors du sommet de Montpellier la création d'Enfants pour la démocratie. Nous pensons humblement que le choix du mot « démocratie » prête à équivoque. Car oui, nous partageons cette ambition de trouver le moyen de déclencher par une nouvelle réécriture d'outils et un langage approprié

cette ambition de trouver le moyen de décoller par une nouvelle génération d'outils et un langage approprié, des prises de conscience et une envie de se réinventer. Donc pour nous, la proposition, c'est de réaménager les programmes d'appui à la jeunesse en vue de favoriser un meilleur impact et la visibilité des intelligences collectives endogènes, en privilégiant le soutien aux initiatives structurantes. Nous voulons partir du bas vers le haut, contrairement au haut vers le bas qui est fait en ce moment. Je vous assure, le Cameroun regorge de multiples initiatives très intéressantes, endogènes et productives. Il s'agira plutôt que de recréer, de les mettre en valeur, de les rendre visibles et de les accentuer.

Iléana SANTOS

Peut-être pour compléter, chère Michèle, c'est aussi dire que le secteur privé doit être associé à cette réflexion-là. C'est vrai qu'on fait un dialogue direct avec les institutions et la société civile, et je sais qu'il y a quelques chefs d'entreprise ici. Votre rôle, à notre avis, c'est aussi de nous accompagner en fait dans ce changement-là, parce que vous êtes aussi partie prenante finalement de ce débat public.

Michèle Gaëlle ABE

Notre troisième proposition, c'est de construire un système de transparence et de redevabilité impliquant les sociétés civiles françaises et camerounaises. L'ambition étant d'impliquer et rendre compte aux bénéficiaires et aux sociétés civiles, tant au niveau de la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques de développement. Nous savons que l'AFD prévoit déjà cette tripartite. Nous proposons de faire du Conseil pour le suivi ce tiers de médiation. Je voudrais, Monsieur le Président, vous présenter un exemple qui a bien marché. J'en profite pour saluer Monsieur Jean-Marc BIKOKO qui est dans la salle. C'est le suivi indépendant du C2D. Je ne vous présente plus le C2D, vous le connaissez. Ici au Cameroun, il y a une organisation qui s'appelle la Plateforme Dette, qui a aidé dans le suivi indépendant du C2D, et nous vous assurons que les résultats ont permis d'accélérer un certain nombre de projets, de rendre les projets adéquats entre ce qui était prévu et ce dont les populations ont besoin, et de s'assurer que les populations sont véritablement impliquées et s'approprient la façon dont les projets sont mis en œuvre. C'est un bel exemple que nous aimerions reprendre en proposant que le Conseil et d'autres membres de la société civile participent à l'appui, à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques de développement.

Donc, s'il fallait résumer, il y a là trois propositions. La première, c'est donner une nouvelle impulsion aux relations entre les collectivités locales françaises et camerounaises. La deuxième, c'est d'accélérer l'émergence des nouvelles forces sociales en France et au Cameroun, notamment dans les secteurs politique, de citoyenneté, d'entrepreneuriat universitaire par le secteur public et le secteur privé. Et la troisième serait de construire un système de transparence et de redevabilité impliquant les sociétés civiles françaises et camerounaises.

Iléana SANTOS

Merci pour ces trois points synthétiques, chère Michèle. Pour finir, Monsieur le Président, nous pensons, et je parle au nom de tous mes camarades avec lesquels on a réfléchi et je vous jure, Monsieur le Président, que ça a été vraiment la recherche de consensus et c'était très difficile. On pense que tout ça ne sera possible qu'avec une gouvernance. D'abord de donner au Conseil cette dimension régionale, en tout cas celle pour laquelle vous travaillez, mais surtout avoir la réciprocité française, puisque nous aussi on a nos difficultés, on n'est pas venu parler de ça, mais voilà. Nous, ce qu'on souhaite, Monsieur le Président, c'est mettre en place ce Conseil-là dans les trois prochains mois. En tout cas, travailler à le faire, et Je m'engage pour l'Afrique prendra sa part à construire ça à la fois au niveau français mais aussi au niveau européen, parce qu'on en a besoin. Voilà. Je pense qu'on a tenu les temps, et tout le monde est très fier de nous. Merci à tous.

Michèle Gaëlle ABE

Merci, merci beaucoup.

Blaise ETOUA

Au vu de ce que nous venons d'entendre, je crois que les choses sont définitivement lancées, vous en convenez, Monsieur le Président. Merci Mesdames et bravo encore. Le deuxième groupe à prendre la parole a réfléchi sur le thème de l'entrepreneuriat, de l'innovation et du développement durable. Ses rapporteuses sont Mesdames Jeanne Rosy ESSO et Sarah PELLERIN. Je vous prie de bien vouloir les accueillir pour la présentation.

Jeanne Rosy ESSO

Je suis Rosy ESSO vice-présidente du Conseil. Monsieur le Président, en France et au Cameroun, les effets du changement climatique se font durement ressentir : les inondations, les feux de forêt, la canicule, la dégradation des terres, créent des conditions favorables à l'émergence de crises multifformes. À titre d'exemple, les zoonoses telles que le COVID-19, devenues des crises sanitaires internationales, nous ont appelé à suffisance que le monde est une famille.

Pour adresser cette situation, Monsieur le Président, vous avez mis la question du climat au plus haut de votre agenda politique. D'ailleurs, en 2017, vous vous fixez l'objectif neutralité carbone en 2050. Au Cameroun,

beaucoup de choses sont faites, notamment le Plan national d'adaptation au changement climatique qui définit vraiment les stratégies du pays pour la lutte contre le changement climatique. À côté des efforts des États, les jeunes, au Cameroun et en France, s'engagent et contribuent au quotidien, malgré les énormes difficultés que nous rencontrons, à travailler dans le domaine du développement durable, de la sensibilisation. Et surtout, nous contribuons à la formation des acteurs sur le terrain. Alors, Monsieur le Président, nous allons aujourd'hui vous proposer d'agir sur deux plans qui permettront de renforcer les liens dans le domaine du développement durable. Le premier plan étant institutionnel, et le deuxième du secteur privé, sera présenté par Sarah, qui va parler d'entrepreneuriat vert.

Alors, sur le plan institutionnel, notre première proposition, c'est que vous puissiez, Monsieur le Président, porter un plaidoyer auprès des institutions européennes afin que soit créé un Institut Afrique-Europe pour l'innovation verte. Cet institut visera à promouvoir la recherche et le développement en matière d'innovation verte et notamment dans les secteurs de l'économie circulaire. Ce dernier œuvrera aussi, entre autres, à développer et transmettre le savoir-faire existant, ancestral, afin de le mettre au service de la population. Par exemple, les forêts du bassin du Congo sont notre patrimoine, mais aussi le poumon de l'humanité. Nous voulons donc, via l'économie circulaire, créer des filières durables créatrices d'emplois pour les jeunes, que les jeunes trouvent un intérêt à la conservation des écosystèmes forestiers.

Le deuxième point, ce sera de concevoir et mettre en œuvre un programme Université verte. Via une plateforme de laboratoire d'accélération et d'économie circulaire, le programme consistera en un parcours d'échanges numériques, formations et données ouvertes, en partenariat avec les universités francophones, offrant des programmes en économie circulaire, économie sociale et innovation en développement durable. Il offre la possibilité d'accéder à une résidence au sein d'un des laboratoires d'accélération administré en partenariat avec l'AFD.

Le troisième point, ce sera de mettre en place un Fonds Patient pour le financement des projets collectifs. Ces projets, portés par les partenaires d'affaires situés à différentes étapes d'une chaîne de valeurs communes, permettront de créer une boucle de circularité. Ce Fonds financerait des projets visant à renforcer la collaboration entre les organisations, des acteurs qui travaillent sur les questions environnementales dans les deux pays, ainsi que la sensibilisation et la vulgarisation des enjeux liés à la conservation des écosystèmes forestiers.

Enfin, Monsieur le Président, il faut que les voix du terrain remontent. La remontée des voix du terrain, ces relais de la société civile que nous sommes, doivent pouvoir traduire les réalités locales et être partie prenante du processus de prise de décision. D'ailleurs, dès la COP 27 au Caire, nous souhaiterions pouvoir être entendus. Les acteurs pourraient par exemple, peuvent avoir des délégués qui monteraient vers ces instances-là pour porter leurs voix auprès des plus hautes institutions. Ceci, Monsieur le Président, parce que les décisions que vous prenez lors de ces négociations, c'est nous qui les payons.

Je vais à présent passer la parole à Sarah, ma sœur qui vient de France et qui est créatrice d'une startup, et qui va développer la solution entrepreneuriale.

Sarah PELLERIN
Monsieur le Président, Mister President,
Ladies and gentlemen,

As a sign of recognition of Cameroon's bilingual heritage, I hope you won't mind that I begin my remarks in English with a reference to one of your favorite expressions. Cameroon and France, can and must, become green startup nations. Qu'elle s'appelle Arlande, et contribue à travers sa startup EwoSmart, au verdissement des territoires ou qu'il s'appelle Jeffrey Daniels et recycle des déchets avec sa startup Pyroplast, qu'ils et elles soient des entrepreneurs, opèrent des incubateurs comme Jean Patrick ou contribuent au développement des cadres réglementaires comme Sophia, qu'ils viennent de France, du Cameroun ou des deux à la fois, les acteurs de l'entrepreneuriat vert sont et seront les moteurs essentiels de nos transitions respectives vers des économies bas carbone et respectueuses des écosystèmes environnementaux. Nous sommes collectivement convaincus que l'innovation et l'entrepreneuriat vert sont l'une des clés de la réponse aux défis de la préservation de notre planète. Nous proposons aujourd'hui d'activer trois leviers qui permettront de renforcer les liens dans le domaine de l'entrepreneuriat vert, entre le Cameroun et la France. Un, l'accompagnement. Deux, le cadre réglementaire. Trois, l'investissement.

Concernant le premier levier, nous proposons de développer d'ici janvier 2023, un outil commun d'accompagnement à l'entrepreneuriat vert qui permette le transfert de connaissances et de compétences de part et d'autre via l'open data. Cela comprendrait notamment les connaissances développées par la formation à la rédaction de business plan ou le développement et la distribution de compétences techniques via l'open innovation. Ça permettrait aussi de cartographier les acteurs et les financements au sein de chaque écosystème. On y retrouverait d'une part, les potentiels soutiens, donc les incubateurs, les fonds d'investissement, les sites

de R et D ; et d'autre part, les potentiels partenaires ou mentors, dont les startups de l'écosystème, et les entreprises établies qui travaillent sur les mêmes thématiques. Enfin, il permettrait de se rencontrer virtuellement ou en physique pour faciliter la circulation des informations et le partage d'expériences.

Deuxième levier, le renforcement du cadre réglementaire qui est une condition sine qua non à l'expansion de cet écosystème d'entrepreneuriat vert. Ce cadre doit permettre notamment de libérer le potentiel des innovations ainsi que les mesures à mettre en œuvre pour permettre la valorisation des entrepreneurs dans ce domaine.

Enfin, l'entrepreneuriat vert ne saurait se pérenniser sans investissement. Nous proposons que les acteurs que nous sommes créent un label Investissement Vert qui serait décerné par exemple par l'APAVE aux fonds et entreprises qui allouent un pourcentage de leur capacité d'investissement à l'entrepreneuriat vert. Vous auriez ici un rôle à jouer pour inciter les fonds et les entreprises à adopter ce label.

Nous sommes convaincus que ces quelques pistes ne sont qu'une esquisse du plus grand tableau que nous pourrions peindre ensemble. Ce qui était hier notre engagement individuel est devenu aujourd'hui notre engagement collectif. Mister President, we now invite you to join your voice to ours, to strengthen the cooperation between Cameroon and France and around of entrepreneurship, innovation and sociable development. Merci.

Blaise ETOUA

Je ne dirais pas de mieux en mieux. Je vous remercie Mesdames. Le troisième groupe de travail à échanger sur un sujet dont l'importance n'est plus à souligner, Monsieur le Président : l'histoire, la culture et les patrimoines. Il est lourd d'enjeux. Je n'en dirai pas plus pour le moment. J'invite pour leur restitution à me rejoindre Madame Karine RAMONDY et monsieur Blick BASSY.

Karine RAMONDY

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les ministres,
Chers participants aux tables rondes,
Mesdames et Messieurs,

Si on m'avait dit il y a douze ans, quand j'ai commencé mes recherches sur l'histoire de la décolonisation du Cameroun ou des indépendances, que je serais là ce soir, je pense que je n'y aurais jamais cru. J'ai accepté d'être ici à l'invitation de la société civile française et camerounaise. Je voudrais remercier tous ceux qui ont travaillé avec nous, Nadège, Rachel, Benoit, Blick, bien sûr, j'espère que je n'oublie personne sous le coup de l'émotion, Nadine et Coline, bien évidemment, qui ont été les chevilles ouvrières de ces deux jours. Merci, en tous les cas, de nous accorder ce temps de parole, un temps de parole très important puisqu'il s'agit ici de travailler, et très vite est apparue la question d'histoire et de mémoire, dans un premier temps, avec ce préalable de la nécessité de rétablir les faits historiques, d'approfondir, de partager nos connaissances sur notre histoire commune car nous ne partons pas de rien, et particulièrement sur les épisodes de répression coloniale et post-coloniale. Il est temps, il nous est apparu temps de nommer explicitement la guerre du Cameroun. Il s'agit aussi de travailler les mémoires. Ces mémoires sont plurielles, parfois fragmentées, dispersées, antagonistes, et pourtant, elles sont essentielles au travail d'histoire et de mémorisation. Nous avons plusieurs propositions concrètes. Je prendrai la parole tout d'abord pour parler de celles qui sont autour d'histoire et mémoire, et ensuite, je laisserai la parole à Blick, bien évidemment, qui parlera d'aspects plus culturels.

Première proposition concrète : la création d'une commission pluridisciplinaire conjointe, composée d'acteurs internationaux, historiens, chercheurs, artistes, écrivains, cinéastes ; impulsée par le Conseil pour le suivi des recommandations du nouveau sommet Afrique-France, qui devra s'appuyer sur les laboratoires de recherche existants. Cette commission devrait être mise en place d'ici trois mois. Elle devra travailler à l'identification, à la collecte et préservation des archives écrites et orales nécessaires à l'écriture d'une histoire commune. Elle devra aussi travailler à l'identification et à la valorisation de lieux de mémoire, y compris les lieux de répression, de réhabiliter les figures emblématiques, sans oublier les figures emblématiques féminines, des résistances et des luttes des indépendances. La création de cette commission et la production d'un rapport devraient intervenir d'ici vingt-quatre mois, ce qui permettra de mettre les politiques de mémoire franco-camerounaises au cœur de votre agenda, Monsieur le Président. Les recommandations de cette commission auront vocation à être partagées. Partagées avec l'Etat du Cameroun, mais aussi avec les autres pays concernés par cette page d'histoire, car nous ne sommes pas seuls. On pourrait par exemple penser à la Grande-Bretagne.

Deuxième proposition concrète : organiser la collaboration franco-camerounaise en termes de recherche scientifique et favoriser la valorisation et l'accès aux archives d'ici douze mois, avec évidemment un appui sur les institutions existantes, les universités françaises, camerounaises, le Collège de France, l'EHESS, les lieux culturels qu'il ne faut pas oublier, évidemment, dans cette pratique ; la création de programmes de recherche conjoints, de chaires collaboratives. Nous avons un cruel manque de postes, de postes universitaires, de chaires juniors sur ces questions. Évidemment ces chaires, ces postes, ces programmes permettraient la mutualisation

jamais sur ces questions. Évidemment les chaires, les postes, les programmes, permettraient la mutualisation des compétences, le financement de thèses co-dirigées, qui se font déjà informellement mais qui nécessitent des moyens, la transmission des connaissances, la diffusion et la vulgarisation des travaux par des publications scientifiques, artistiques, évidemment par des versions numériques.

Troisième point, et c'est un point très important : s'assurer de l'accessibilité aux archives, c'est très important, et plus spécifiquement, les ouvrir à tous les chercheurs, pas seulement à cette commission, mais les ouvrir à tous les chercheurs qui font un travail scientifique sur les mémoires. Pour ce faire, nous vous soulignons la nécessité de réfléchir très rapidement, Monsieur le Président, aux lois françaises en faveur de l'accès aux archives et notamment de repenser l'instruction générale interministérielle sur la protection du secret de la défense nationale, appelée IGI 1300, qui a refermé des archives qui étaient accessibles relativement facilement aux chercheurs en France. Nous insistons sur la nécessité pour la France, ce sera la troisième proposition concrète, sachant que j'ai décliné un petit peu le point numéro deux, nous insistons sur la nécessité pour la France de reconnaître les exactions commises pendant la période coloniale, notamment l'assassinat de Ruben UM NYOBÈ et de Félix MOUMIÉ. Nous avons tous souligné l'importance d'un geste mémoriel fort, pourquoi pas l'apposition d'une plaque, une commande d'œuvre d'art, donner des noms de rues en France à des figures majeures de la lutte pour les indépendances. Commençons chez nous.

Enfin, évidemment, ce travail, ces propositions concrètes devront déboucher sur un aspect très important, transitionnellement à ce que tu vas dire, Blick, l'intégration dans les programmes scolaires français de cette histoire commune, enseigner de façon exhaustive, complète, parce que ces nouveaux narratifs, nous en avons besoin pour une meilleure conscience des histoires partagées.

Blick BASSY

Merci. Merci beaucoup Karine. [Intervention en camfranglais] Ça veut dire c'est la parole qui règle les palabres. [Intervention en camfranglais] Le camfranglais, c'est le créole camerounais qui est un mélange de la langue française, des 270 différentes langues du Cameroun et de l'anglais de nos frères anglophones. Avant de dire les quelques propositions, je voudrais juste rappeler qu'en fait, en arrivant ici, j'ai invoqué tout de suite mes ancêtres pour qu'ils soient là ce soir. Parmi mes ancêtres, il y a notamment Ruben UM NYOBÈ, Osendé AFANA, MOUMIÉ, DUALA MANGA BELL. Ils sont tous là ce soir, donc les promesses qui seront faites ce soir, si elles ne sont pas tenues, le mauvais œil va frapper tous les responsables.

Pour avoir discuté avec Monsieur le Président, avoir eu la chance d'avoir discuté longuement avec Monsieur le Président dans l'avion, très décontracté d'ailleurs, j'étais surpris parce que vraiment, c'était surprenant de simplicité et j'espère qu'ici, chez moi, je pourrai aussi avoir accès aux dirigeants de mon pays. Je vais donc rapidement parler, puisque nous avons eu longuement le temps de discuter et donc je vais aller directement aux propositions concrètes.

La première serait donc sur la question de la mobilité, parce qu'il faut faciliter la mobilité pour les biens et les personnes entre le Sud et le Nord et inversement ; faciliter les démarches d'obtention de visas ainsi que les démarches autour du Passeport talents, à travers la mise en place d'un référent mobilité artiste, car les difficultés administratives vont contre une politique de circulation culturelle partagée. Pas de culture sans mobilité. Faire confiance aux acteurs des sociétés civiles africains, français et de la diaspora en s'appuyant sur leur expertise du terrain. La Maison des mondes africains et des diasporas, en tant que collaborateur privilégié, s'appuiera alors sur eux et utilisera ses compétences et rapports dans ses actions. Sensibiliser les acteurs culturels européens aux problématiques de terrain, actuelles, patrimoniales, ethniques, dans la conception des expositions.

La troisième proposition, c'est autour des industries culturelles et créatives qui sont la clef de la coopération qui lie nos deux pays, à travers la création d'ICC Africa, un dispositif qui intégrerait une plateforme de création et de diffusion de contenus narrants un récit commun galvanisant. Ce dispositif permettra également d'implémenter sur le continent, un événement culturel annuel réunissant les acteurs économiques français, africains et issus de la diaspora. Nous souhaitons un renfort financier des dispositifs actuels, à l'instar des Digital Africa, ce qui permettrait d'accélérer la démocratisation et l'accès aux nouveaux métiers issus du digital par le biais d'échanges et de co-formations à distance entre nos populations respectives, l'inclusion des femmes étant au centre de cette démarche.

Sur la question des restitutions, mettre en œuvre un dispositif législatif qui permettrait de fixer des principes généraux pour la restitution des œuvres culturelles, à l'exemple d'une loi-cadre. Il est important de créer une légitimité autour des sociétés civiles qui sont souvent à l'origine des demandes. L'idée serait de centraliser les demandes et de les faire remonter aux acteurs concernés par le biais d'un référent français en lien avec les professionnels du patrimoine camerounais. La restitution intellectuelle et documentaire sera considérée, lorsque cela est possible, pour engager des chantiers et préparer les retours des objets ou des œuvres, sortir de l'impasse, et enfin mettre en place un prélèvement sur les recettes des musées français qui exploitent des objets camerounais. Il sera alors possible de construire une relation productive gagnant-gagnant dans un rapport d'égal à égal, une relation qui réenchante nos relations futures. Merci.

Blaise ETOUA

Merci et bravo. On est encore montés d'un cran. Merci à vous. Dans la logique de ce que disent donc Karine et Blick, je voudrais rappeler à votre bon souvenir, Monsieur le Président, distingués invités, mesdames et messieurs, et j'en ai le prétexte par la présence de Monsieur Emmanuel KASARHÉROU, le président du Musée du Quai-Branly, la première saison culturelle du Cameroun à Paris qui vient donc de se tenir et qui s'est achevée le 17 juillet dernier avec cette magnifique exposition, « Sur la route des chefferies du Cameroun, du visible à l'invisible », et avec également cette programmation montée par l'Institut français, les équipes de Yann LORVO au Théâtre de la Ville, tout cela évidemment sous la houlette de Son Excellence Monsieur Christophe GUILHOU, l'ambassadeur de France au Cameroun. C'était un bel événement qui a également eu une partie économique parce qu'aujourd'hui, les industries culturelles et créatives sont vraiment au centre de la création de la valeur. On s'en rend bien compte ici avec tout ce soft power dont nous parlons de plus en plus aujourd'hui. Et donc, il y a eu des journées économiques à l'ambassade du Cameroun qui ont également bénéficié de la bienveillante attention de Son Excellence Monsieur André-Magnus EKOUMOU, l'ambassadeur du Cameroun en France, en tout cas, une grosse mobilisation des autorités françaises et camerounaises qui a donc permis pendant quatre mois au Cameroun d'avoir une visibilité inédite. Merci pour cela, Monsieur le Président. Merci, Monsieur le Président.

À présent, nous achevons donc la séquence des restitutions. Nous en tirons beaucoup d'énergie, vous vous en rendez compte, et un grand optimisme sur les lignes qui pourraient s'écrire à partir de la rencontre de ce jour. Excellence, Monsieur le Président de la République, je vais donc vous prier, à présent, de bien vouloir réagir aux propositions qui viennent d'être faites et de nous faire part de votre propre vision et vos réflexions sur ces questions d'intérêt majeur pour nos pays et nos peuples. Distingués invités, mesdames et messieurs, je vous prie de bien vouloir accorder votre bienveillante attention à Son Excellence Monsieur Emmanuel MACRON.

Emmanuel MACRON

Je suis très heureux d'être parmi vous. Je veux commencer par remercier Monsieur Yannick NOAH qui nous accueille chez lui, et avec beaucoup d'hospitalité. On a vécu un très beau moment juste avant, et donc je tenais à l'en remercier. Je voulais vous remercier toutes et tous qui êtes là, remercier l'Ambassade, l'ensemble des équipes qui ont fait un très gros travail d'organisation, je le sais, et remercier vraiment tous les membres du Conseil, son Président, au premier chef, qui a lancé la session de ce soir, et toutes celles et ceux qui ont passé beaucoup de temps aujourd'hui et ces derniers mois, depuis Montpellier, pour justement faire vivre ce débat, j'ai envie de dire, cette maïeutique, un peu nouvelle parce que c'est de ça dont il s'agit. Enfin, je voudrais remercier les membres de la délégation qui m'accompagnent beaucoup ont pris de leur temps.

Je ne vais pas du tout faire un discours. Je ne sais pas ce qui était prévu mais j'ai pris des notes en vous écoutant, donc je vais plutôt réagir à ce que j'ai entendu, ça me semble plus efficace. Sinon, je peux vous faire un discours qui était prêt avant, mais à mon avis, il va vous sembler que je ne voudrais pas totalement écouter.

Alors démocratie, gouvernance, c'était vous. Vous avez fait trois propositions. Je voulais faire, peut-être, une réflexion d'ensemble. J'ai bien aimé la manière dont vous avez abordé le sujet, et c'est un peu comme ça, moi aussi, que je l'aborde, c'est-à-dire que la France n'a pas de leçon à donner à qui que ce soit. Je pense que, par rapport à il y a vingt ans, les démocraties libérales occidentales sont moins bien pour expliquer vers où tout le monde devrait aller. On ne va pas se mentir totalement, parce qu'on traverse tous des crises qui bousculent nos opinions publiques, et donc l'espèce de processus auquel on s'était habitué, si je puis dire, par imitation, qui consistait à dire « nous sommes l'objectif que vous avez vocation à atteindre, et au fond, votre histoire démocratique est une histoire de rattrapage et ça va bien se passer » ; je pense que c'est beaucoup moins convaincant aujourd'hui. Je suis obligé d'être lucide. Le point est pris, vous avez raison.

Néanmoins, je ne voudrais pas qu'on tombe dans un relativisme qui consisterait à dire que nos démocraties libérales, qui vivent des vraies crises, sont devenues la même chose que les régimes autoritaires ou que des régimes où il n'y a jamais d'élections. Ce n'est pas vrai non plus. Quel est l'objectif d'un système démocratique ? C'est d'essayer d'avoir des mécanismes de représentation légitime, et de se dire que les gens qui décident, le font au nom du peuple. Ça n'est jamais parfait parce que c'est le débat. Est-ce que ça doit être représentatif ou direct ? Est-ce que c'est un système majoritaire ou proportionnel ? Après, ce sont des tas de débats. Mais avoir des représentants qui vont décider et légiférer au nom du peuple, d'avoir de manière régulière des élections et ensuite de trouver des mécanismes pour aller plus loin. Je dirais que les deux premiers volets quand même, ça marche plutôt pas mal dans les démocraties occidentales. Je le dis avec d'autant plus d'humilité que si ça ne marchait pas, je ne serai pas là devant vous. Je le dis parce que je veux en sincérité et respect, je suis impossible au Cameroun. C'est vrai. Je ne peux pas non plus dire que quelqu'un aurait voulu faire ce que j'ai fait en France au Cameroun, ce n'était pas possible. Donc, c'est quand même mieux.

On a un défi commun qu'on n'a pas réussi à résoudre et je me bats depuis cinq ans, qui est de se dire dans nos sociétés hyperconnectées, où au fond, l'opinion publique mondiale est là, où les émotions sont mondialisées, où il y a une volonté, pas simplement de délibérer — parce que j'entendais ce que vous disiez — mais en fait de participer : comment on arrive à donner une place au citoyen qui est autrement, simplement, qu'au moment des élections ? Alors, il y a les référendums. Je pense que nous, on va essayer de réformer les choses dans ce sens. On a mis en place des conventions citoyennes. Il y a des trucs qui ont réussi, d'autres qui ont échoué, mais

sens. On a mis en place des conventions citoyennes. Il y a des trucs que j'ai réussi, d'autres que j'ai rate, mais on a à réinventer un modèle démocratique partout, ça, c'est vrai, qui est au fond de la vitalité démocratique et de se dire, au-delà du simple sujet des élections, comment on arrive à ce que les citoyens d'une Nation participent à la décision pour la faire ? Je retiens ça de ce que vous avez dit, et là, on est à peu près tous face aux mêmes défis. On n'a pas de leçons à donner, parce qu'on est en train de tâtonner, de chercher. On y arrive, on n'y arrive pas. C'est ce qui explique d'ailleurs les sujets, d'abstention pour partie, etc.

Après, je pense que, plus généralement, — je me permets ce petit détour, mais je ne vais pas aller plus loin — qu'on a sous-estimé le changement anthropologique qui va avec les réseaux sociaux — et on en parlait ce matin avec certains d'entre vous — qui est très dur pour les démocraties. Parce que la démocratie, à un moment donné malgré tout, c'est de dire qu'on produit de l'intérêt général et on accepte que ce ne soit pas exactement ce que je pense ; on décide de désigner des représentants qui ont une légitimité démocratique et qui, quelque part, parce que le mandat que je leur ai donné pour un temps sur un sujet. Je leur dépose mon pouvoir, après ils seront débiteurs devant moi parce que je dois leur rendre compte. Le système des réseaux sociaux fait qu'on a un peu détricoté ce truc et qu'il n'y a plus même d'autorité démocratique. C'est très dur de faire fonctionner des démocraties, de prendre des décisions avec ce qui doit accompagner ces décisions. C'est-à-dire que 100 % des gens ne peuvent pas être contents quand on prend une décision. Et donc, il y a une espèce de rêve impossible, je le disais ce matin, de pureté, en tout cas, de capacité à répondre à toutes les individualités, qui rend les démocraties malheureuses dans le temps que nous vivons. Il va falloir qu'on règle aussi ce sujet, il est immense, et il va falloir qu'on rediscipline nos réseaux sociaux parce que la démocratie va avec la renonciation à la violence et le respect et on est en train de le perdre.

Voilà, ça, c'était ma première remarque d'ensemble. Vous avez raison, on n'a pas de leçons à donner. Néanmoins, les démocraties libérales ont quelque chose de plus que dans les endroits où ça ne fonctionne pas, c'est la capacité à créer des systèmes d'alternance, de régénération du pouvoir et de rendez-vous électoraux. Ça, malgré tout, je pense que le continent africain en a besoin. Vous en êtes la preuve vivante. Parce que vous devriez faire ça devant des chaînes de télévision camerounaises et des débats publics camerounais plus qu'avec le Président de la République française, en tout cas avant, si j'étais très insolent, en tout cas autant que vous.

Une fois que j'ai dit ça, j'ai envie qu'on avance tous sur ce volet. Alors, ce que vous avez dit sur la coopération des villes, je trouve que c'est un axe formidable, il faut qu'on le développe. La vérité, c'est qu'en fait, ça existe : c'est la coopération décentralisée. Sans doute a-t-elle perdu sa vitalité et sa visibilité, donc il faut qu'on lui redonne. Point pris, je pense qu'avec les ministres, on vous a entendu. Ça veut dire qu'il faut qu'on redonne surtout de la capacité, et je trouve que c'est le fil rouge de vos propos, à le bâtir différemment. J'ai été frappé ce matin dans l'échange qu'on a eu et là, on vous entendait, c'est au fond ce que vous demandez, ce qui me paraît très juste et je pense que ça correspond à ce que je ressens aussi de notre action sur le continent africain et au Cameroun, c'est qu'on doit construire la stratégie, bâtir les instruments et les évaluer, beaucoup plus en partenariat et en associant celles et ceux à qui c'est destiné. C'est vrai pour la coopération décentralisée et c'est vrai, plus largement, pour ce qu'on doit faire collectivement.

Ça, ça rejoint votre troisième proposition qui était le système de transparence et de redevabilité, mais j'aurais envie de l'insérer dans quelque chose de plus large qui est — alors, le mot est un peu galvaudé — une co-construction, mais de se dire on doit faire quelque chose de beaucoup plus transparent. On fait beaucoup de choses. L'Agence française de développement, Business France, on fait plein de choses. Mais la vérité, c'est que les Français le savent très peu et vous, vous le savez, très peu. Quelque part, on rate un embranchement. Alors parfois, on fait des choses qui sont le fruit d'un dialogue avec les pouvoirs publics, mais peut-être insuffisamment avec la société civile. Je le dis à Monsieur le Ministre, il faut peut-être qu'on arrive à réarticuler ça. Il faut qu'on le rende plus lisible en associant à cette stratégie de la société civile, en amont et en arrivant, éviter de dire « on vient vous voir, en fait, on a une solution, un problème que vous ne vous êtes jamais posé », ça marche moyen, mais essayez aussi de participer à cette maïeutique qui consiste à faire émerger le problème, à construire ensemble les solutions qui permettent de répondre à ce problème sur un mode partenarial et ensuite, comme ça a été très bien dit, à ouvrir les données. Je suis à fond pour, parce que c'est ce qui permet de lutter contre la désinformation. A mon avis, ce serait une force parce que vis-à-vis, là aussi pour être toujours aussi diplomate et diplomatique, les Chinois et les Russes ne feront jamais ça, donc c'est une super chance pour nous de l'ouvrir. Donc, je suis pour le faire et qu'après, il puisse y avoir un processus d'évaluation, parce que l'évaluation doit se faire sur cette data, mais après, il faut un retour des personnes qui vivent et l'expérience qui en est tirée.

Tout dernier point. Alors, je ne suis pas d'accord avec ce que vous avez dit sur le Fonds du professeur Achille MBEMBE. D'abord parce que vous l'avez compris, je pense qu'il n'y a pas d'ambiguïté dans le mot démocratie. Il y a une exigence. C'est le pouvoir au peuple. La question c'est : jusqu'où on va ? Mais il faut faire attention. Je suis frappé dans ce moment qu'on vit : il y a une crise des démocraties libérales, je le disais, mais elle est utilisée par des démocraties libérales ou des régimes autoritaires pour faire croire que ce serait la même chose ou que ça serait mieux. Si vous tombez dans ce piège, c'est fini. Je veux dire, ce n'est pas avec le Président POUTINE ou avec d'autres que vous ferez ce genre de débat. Je vous le dis en toute sincérité. Donc, c'est la vérité, ce n'est pas pareil. Avec son fonds, je pense qu'il y a un piège dans lequel on ne veut pas tomber. Il l'a

dit très clairement : ça ne doit pas être un fonds pour financer les oppositions politiques, parce que là, on va avoir un énorme problème, Monsieur le Ministre va devoir quitter la salle... Mais non, mais ça ne sert pas à ça.

Par contre, on a besoin de réussir à faire émerger, — ça correspond à ce que vous disiez sur l'appui à la jeunesse et à partir du bas —, mais à avoir un processus à la fois de recherche et d'action comme ça a été dit, de laboratoire in vivo, où on dit : où sont les forces de changement ? Et au fond, pour moi, c'est ça ce qu'il faut, je pense, qu'on accompagne avec beaucoup de modestie et de précautions, c'est de se dire : la démocratie, elle permet quoi ? Elle permet des alternances, des changements, des respirations, parce que personne n'a la vérité totalement. Et donc, il faut réussir à accompagner des forces qui vont enrichir l'action publique, la compléter, parfois, prendre les responsabilités et aider les gens qui, dans la société civile, portent des forces de transition, de changement à émerger. Et après, elles en font ce qu'elles veulent. Les gens font ce qu'ils veulent, c'est un système qui est, qui doit vivre sa vie localement. Ce qui est vrai, c'est que, je pense que notre action serait beaucoup plus forte et on fait œuvre utile si on aide, la jeunesse — pas forcément que la jeunesse—, mais des forces sociales, intellectuelles qui sont prêtes à agir sur la base de propositions qui seraient évaluées par justement des comités indépendants mais qui peuvent être derrière, vous. Enfin, je trouve que le Conseil peut être au début de ce que serait une forme de comité de ce laboratoire. Je ne vais pas m'aventurer plus loin parce que je vais vous dire en plus, en toute sincérité, je crois à l'idée. On a sanctuarisé du financement, mais pour que ça marche, il est nécessaire que je ne m'en mêle pas trop. Parce que si je m'en mêle, ce sera suspecté d'être un instrument ou d'influence ou de contestation, et donc, je pense qu'il est très important que ce soit approprié par les femmes et les hommes qui font la société justement, en l'espèce camerounaise, mais dans tous les endroits, on le fera émerger pour le faire vivre et que ce soit un processus. Et là encore, une maïeutique, c'est-à-dire sans doute on va rater, on va corriger, on va s'améliorer, mais je pense que c'est important et ça permet de faire avancer le sujet.

Voilà, je ne vais pas être plus long. Ça c'était sur le premier volet : démocratie et gouvernance. J'espère avoir essayé, d'abord de répondre à vos interpellations et vos trois propositions, et d'avoir dit à mes yeux où on se trouve, et malgré tout d'avoir rétabli deux-trois choses auxquelles je crois.

Développement durable, la planète. Tout d'abord, pareil, j'ai une conviction que je voulais partager, vous l'avez dit en reparlant de ce qu'on a vécu récemment et de l'expérience collective vécue en temps de COVID, qui est notre vulnérabilité en tant que, appartenant au vivant. Je pense que maintenant, l'agenda qu'on doit structurer c'est celui d'un tout, où la lutte contre le dérèglement climatique est inséparable de la lutte pour la biodiversité et au fond pour la santé mondiale. C'est un continuum et je pense ces combats, si on veut être beaucoup plus efficaces, doivent se tenir comme un tout, ce qui permet d'ailleurs de faire énormément d'innovations y compris en termes d'action publique et d'action collective. Je dis ça, je l'ai découvert moi, collectivement avec vous tous ces dernières années, ce n'est pas du tout ce que je pensais il y a 5 ans. Enfin, je veux dire, j'étais ignorant là-dessus, je pense qu'on l'a vécu collectivement très fortement.

Alors par rapport à ça, sur les propositions institutionnelles que vous faites, je suis très partant. J'ai retenu au fond deux grands axes. Le premier, c'est de structurer, de l'université au projet, des grands canaux d'avancée commune. Je propose qu'on y travaille dans le cadre de nos partenariats et qu'on développe sur cet axe, donc l'axe universitaire et l'axe entrepreneurial. Le sujet, justement à la fois biodiversité et changement climatique et one else, si je puis dire, pour financer des projets communs, des programmes ; former les talents, les former d'ailleurs des deux côtés, permettre des programmes croisés et des projets. Sur l'idée de votre institut, je trouve que c'est une bonne idée et au fond, pour essayer d'avancer en marchant et d'essayer de bâtir avec tous les pays qui seraient prêts à suivre votre proposition en Afrique et tous ceux qui seraient prêts à nous suivre en Europe, déjà une espèce de première délégation, à la fois de jeunes et de scientifiques, africains et européens, pour essayer d'aller ensemble à Charm el-Cheikh et ensuite de structurer sur les deux prochaines années l'agenda commun.

Je propose déjà, —parce ce que si je vous dis qu'on va faire un institut, on va mettre deux ans à créer une structure, on va se poser des problèmes juridiques—, de créer cette équipe. Je crois à la logique de commando, vous l'avez compris, c'est un peu ce que vous avez fait aussi. Donc, mettons en place une préfiguration de cet institut entre l'Afrique et l'Europe. L'idée, c'est derrière de structurer une approche commune, de défendre des mêmes logiques et de faire bloc. Je pense que c'est une super idée. Donc, on se donne rendez-vous pour Charm el-Cheikh, pour l'Égypte et on aura structuré cela : on va sourcer tous les talents, celles et ceux qui sont prêts à le faire, et on va proposer à plusieurs pays africains et européens de faire ça avec nous. J'irai à Charm el-Cheikh de toute façon à l'automne, donc vous serez avec moi.

Ensuite, sur les sujets entrepreneuriaux, je pense que les trois éléments que vous avez évoqués sont les bons. On a des programmes déjà qui existent. La question, c'est comment en effet verdir beaucoup plus, mais au fond, repenser même la logique de ce qu'on a structuré, parfois de manière imparfaite, et on était tout à l'heure aussi avec des acteurs du monde agricole, parce que je crois beaucoup à cette initiative alimentaire, mais accompagnement, cadre réglementaire, investissement, c'est clé. Le plus compliqué, c'est le cadre réglementaire. C'est le plus compliqué, pourquoi ? Parce qu'en fait, là, il faut une structure étatique, en tout

cas, ou régionale et il faut que ça permette de créer les bonnes incitations sans bloquer l'action. Je vous ai entendu, je n'ai pas la réponse comme ça sous la main directe, parce qu'au fond, je ne pense pas qu'on ait le degré suffisant de maturité et d'intimité dans nos relations pour créer un cadre réglementaire commun Union africaine-Union européenne. Déjà, en ce moment, on a énormément de mal à finaliser le cadre réglementaire européen, et je vous parle d'une création juridico-politique qui a sept décennies et qui est déjà très structurée, qui met beaucoup de moyens.

Par contre, sur l'accompagnement et l'investissement, par rapport à ce que vous disiez sur la logique en termes d'investissement de labellisation, je pense qu'on a avancé avec le One Planet Summit sur des labellisations d'investisseurs et d'entreprises. Je propose qu'on essaie de regarder cette méthode avec ce que vous proposez pour, là aussi, créer les bonnes incitations et que les investisseurs et les entrepreneurs puissent aller sur les bons projets qui auraient été ainsi labellisés. On est en train de développer une technologie et en septembre à New York, on va commencer à généraliser cette méthode parce qu'on l'a avec plein de pays, et l'idée, c'est d'embarquer justement aussi les Anglo-Saxons et tous les grands Fonds, parce que c'est là où il y a de l'argent, pour aller vers ces logiques et flécher l'investissement sur les projets, quelle que soit leur taille, entrepreneuriaux qui correspondent aux critères que vous avez évoqués. Donc voilà ce sur quoi je vous propose d'avancer, mais on va du coup vous inclure à toute la démarche One Planet Summit et financement qu'on a commencé à avancer.

Blick et Karine. Mémoire et histoire. Vous avez dit des choses qui étaient très fortes et je crois juste, enfin je ne crois pas vous êtes historienne... Vous avez dit des choses qui sont importantes et en effet — je crois que je l'évoquais avec quelques-uns ce matin—, c'est comme un sujet qui a été refoulé.

C'est un sujet qui a été refoulé des deux côtés, si on est honnête. C'est un sujet qui a été refoulé côté français, et c'est un travail qu'on fait ces dernières années. Je ne crois pas du tout que ce soit de la repentance, ce n'est pas du tout mon tempérament au demeurant la repentance, c'est un sujet de vérité. C'est très compliqué d'avancer si on ne se dit pas les choses. C'est ainsi dans une famille, c'est encore plus compliqué pour un peuple. On a ce sujet avec plusieurs de nos événements de décolonisation, et parfois avec des événements antérieurs ou postérieurs. Je suis pour regarder la vérité en face, crue telle qu'elle est. Et donc, je pense que vous avez raison : on ne peut pas construire l'avenir sur l'entrepreneuriat, le climat, s'il y a cette part occultée parce qu'elle empêche la confiance. Je pense que c'est un énorme sujet pour le Cameroun, si je puis me permettre ça, parce que, comme il y a une continuité, il y a eu la tentative de coup d'État de 84, mais il y a aussi des éléments de continuité très forts, ça a été quelque chose qui a été refoulé. Je dis ça avec beaucoup d'humilité et de respect : c'est un cheminement qui sera compliqué dans la société camerounaise et pour les pouvoirs publics camerounais aussi. Il faut donc l'aborder avec beaucoup de bienveillance commune et juste une volonté de vérité, parce que je pense que c'est la vérité qui permet de faire sépulture pour les martyrs qui sont morts et c'est la vérité qui permet de bâtir l'avenir parce que c'est ce qui, justement, est le terreau de la confiance.

Par rapport à ce que vous avez dit, une commission pluridisciplinaire conjointe, je suis d'accord. Je pense que c'est une très bonne idée, j'y souscris complètement. Je pense que les délais que vous avez donnés sont bons. Je pense qu'elle doit être pluridisciplinaire, mais je pense que c'est important de distinguer les exercices. Pourquoi ? Parce que je pense qu'il y a un exercice historique qui est indispensable et qui va être fait donc par des historiens et des historiennes, françaises, français, camerounais, camerounaises, peut-être d'ailleurs certains de vos collègues anglo-saxons ou allemands ou d'autres nationalités. Je pense qu'il faut qu'on l'assume ; je l'ai proposé au Président BIYA. Qu'on l'assume de gouvernement à gouvernement pour qu'il y ait cet engagement. Je m'y engage très formellement, avec ouverture complète de nos archives, un travail facilité, donc des rapporteurs, et j'ai noté que d'ici vingt-quatre mois, un rapport qui est remis. Je recevrai le rapport à l'Élysée et j'en prendrai connaissance. Sur la base de ce rapport, parce que c'était l'une de vos demandes, je procéderai, moi, aux éléments de reconnaissance qui seront historiquement factuellement identifiés. Je pense que c'est important qu'il y ait ce cheminement historique mais aussi mémoriel. Parce que, vous l'avez dit, on parle d'une histoire avec des disparus, mais il y a encore des témoins de cette histoire et donc il y a un travail de collecte d'archives, de témoignages. Il y a une mémoire vivante et donc il faut vous permettre de faire ce travail. On mettra donc des moyens à votre disposition et on va vous permettre d'avancer et de faire ce cheminement. Sur cette base-là, je procéderai aux éléments de reconnaissance parce qu'au fond, c'est ça. Ce n'est pas de la repentance, c'est de la reconnaissance. Je dis ce que des gens, qui ont regardé les traces de l'histoire, nous disent, et sur la base d'un contradictoire, voilà ce que nous reconnaissons. On va faire ensemble ce cheminement. On ne fait jamais confiance, ce n'est pas un chèque en blanc que je vous demande, mais en l'espèce, on est en train de le mener avec l'Algérie, c'est un sujet qui est beaucoup plus traumatique en France, et on a fait ce travail-là avec la commission STORA. J'ai fait beaucoup déjà d'avancées. On l'a fait un sujet qui était, j'ai envie de dire, beaucoup plus compliqué pour la société française qui était le Rwanda. C'est exactement ce qu'on a fait et je crois pouvoir dire qu'on est sortis de ce qui était une impasse et même une absence de relations qui en avait découlé. Ce n'est pas le cas de notre relation mais si on veut aller plus loin entre le Cameroun et la France, on doit faire ce chemin.

À côté de ça, je pense que vous avez eu raison de dire qu'il faut qu'il y ait un travail de création. On en a

A côté de ça, je pense que vous avez eu raison de dire qu'il faut qu'il y ait un travail de création. On en a beaucoup parlé hier soir avec Blick et quelques-uns de ses collègues. Que cette commission soit pluridisciplinaire en ce que le sujet, et donc ce sera à vous de le qualifier et à moi de le reconnaître, mais c'est clair qu'il y a une guerre, qu'il y a eu des exactions et qu'il y a eu des martyrs et que tous ces martyrs, ces noms — Blick a commencé dans son œuvre, plusieurs autres l'ont fait —, on leur redonne des noms, on leur redonne aussi une sépulture imaginaire, on les convoque en quelque sorte dans la création contemporaine. Ce qui m'a convaincu que c'était le cas, ce sont des artistes comme toi et quelques autres. C'est quand ça devient la matrice imaginaire d'une génération qui ne l'a pas vécu en propre, alors on a la preuve qu'on a besoin d'y revenir. Cette idée de commission, d'une valorisation de lieux de mémoire, à la fois de réinvestir les lieux, les figures, j'y souscris et on fera ce chemin, donc on va jalonner cette approche avec cela.

Ensuite, j'ai pris note et je suis totalement d'accord sur la coopération et la collaboration académique, recherche, chaire junior et la possibilité d'avoir plus de thèses. Je pense que d'ailleurs, ce travail doit nous permettre de l'amorcer. Je propose que cette coopération académique, on l'arrime en quelque sorte à ce travail et à cette commission entre nos deux pays que nous allons lancer. Sur l'accessibilité des archives, je crois pouvoir dire, mais je parle sous le contrôle de l'Amiral que j'ai beaucoup embêté sur ce sujet, on a réformé ce il y a dix-huit mois, justement à la lumière des débats qu'on avait eu et sur le Rwanda et sur la guerre d'Algérie. Je suis preneur, si vous le souhaitez, à l'issue, qu'en tant que techniciennes, si je puis dire, et chercheuses et académiques, vous puissiez nous faire part des difficultés que vous aviez avec l'IGI 1300 et les autres. Mais on a réformé, on a permis des accès, y compris pour le secret défense pour les chercheurs ; on a rouvert quand même beaucoup de choses qui, d'ailleurs, étaient la condition de possibilités pour pouvoir avancer sur les archives rwandaises et une partie des archives qu'on avait sur la guerre d'Algérie. S'il y a des choses qui bloquent encore, vos confrères nous avaient sollicité, il y avait eu beaucoup de tribunes qui avaient été faites il y a deux ans, normalement, on y avait répondu et c'est sous la responsabilité de la Première ministre, qui gère ça. Mais, en l'espèce, ses prédécesseurs avaient fait le travail avec nos équipes, donc on vous répondra là-dessus.

Sur la reconnaissance, je vous ai répondu. J'ai pris l'engagement et je pense que va avec l'intégration dans les programmes de manière évidente, c'est logique. Après, sur les artistes, la mobilité, et je finirai par là puisque c'était la fin de ce qu'a dit notre ami Blick tout à l'heure. D'abord sur la mobilité des artistes. Par ce biais-là, il a abordé un des autres sujets sur lequel je vous ai trouvé un peu timide et réservé, qui est le sujet des visas et de la circulation des talents. J'ai compris, ils ont été plus durs hier en direct dans l'avion. J'ai compris que c'était un sujet qui était une source de difficultés, d'insatisfactions, de crispations. La France et beaucoup de pays européens n'arrivent pas à bien régler ce sujet migratoire, et aujourd'hui, on le règle mal de tous les côtés. On n'est à la fois pas efficaces, pas humains et on est en train de complexifier tous nos sujets de coopération. Je pense que le défi des prochains mois va être d'essayer de remettre les choses dans le bon ordre. On a besoin d'une coopération académique, scientifique, étudiante, sportive, artistique, entrepreneuriale, Et donc oui, on doit faciliter les talents. On doit permettre d'ailleurs beaucoup plus d'allers retours. Il faut qu'on trouve ce cadre. Je trouve que là où on l'a plutôt pas mal fait, c'est sur la tech où, en effet, on a mis en place des nouveaux systèmes de visas. Ça marche mieux. Il faut qu'on arrive à le faire, ce qui veut dire qu'en fait, on doit construire un système où on le sort un peu, pas du droit commun, mais on doit trouver des canaux et des verticaux parce qu'à côté de ça, on a aujourd'hui, la France, comme beaucoup d'autres pays européens, une demande et une pression migratoire qui est très forte et qui, objectivement, nécessite d'être régulée. D'abord, parce que si on veut bien intégrer, bien répondre, bien accueillir, on ne peut pas le faire avec des flux qui ne correspondent pas à nos capacités, alors même qu'on a déjà beaucoup investi, et parce qu'en même temps, il y a beaucoup de flux irréguliers qui utilisent les canaux, si je puis dire ou des espaces. Par exemple aujourd'hui en Europe, il y a un immense détournement des flux d'entrée par l'asile. Il y a beaucoup de gens et il y a beaucoup d'organisations qui sont faites par l'asile. Je vous parle toujours avec la même franchise. Quand des gens arrivent massivement venant de pays comme le Cameroun, le Sénégal, la Côte d'Ivoire ou autres, en demandant l'asile systématiquement par des réseaux qui leur ont vendu que c'était le truc, en payant d'ailleurs très cher pour arriver en France, ce sont des systèmes de trafic migratoires qui utilisent et qui, du coup, nous débordent totalement. Ce qui fait que les équipes qui sont chargées de gérer les visas et les procédures sont complètement thrombosées. On a besoin de pouvoir améliorer la coopération avec les pays de départ pour pouvoir lutter contre ces passeurs, lutter contre ces réseaux, et réduire ces mécanismes. Donc c'est un ensemble, si vous voulez, ce n'est pas aussi simple qu'on voudrait bien le dire, mais je vous pose les choses, comme toujours, avec beaucoup de franchise, y compris parfois ce qu'on n'ose pas dire ici, mais qui est une vérité parce qu'il faut qu'on règle les deux problèmes en même temps. Je veux ici m'engager à ce qu'on arrive à restructurer au fond, je n'aime pas trop ce terme mais, des guichets et des systèmes d'accès pour les artistes, les scientifiques, les académiques, les sportifs et autres, beaucoup plus simplifiés. On pourra le faire si, de notre côté, on n'a plus de coopération de la part des pays pour lutter contre les trafics et les réseaux. Je l'ai remis dans un ensemble.

La Maison des mondes africains, et ta voisine de derrière y travaille beaucoup avec quelques autres et des diasporas, c'est un énorme projet. On veut pouvoir le faire décoller dans les prochains mois. On est en finalisation du site et donc on ne lâchera rien. C'est exactement comme ça que ça a été pensé, que l'équipe de préfiguration qui pousse ce sujet l'a voulue et vécue. Je partage totalement ce qui a été dit.

J'aime bien l'idée d'avoir, on en a parlé hier, un grand rassemblement des industries culturelles et créatives. Alors, ICC Africa, je ne sais pas si ici tout le comprend, on pourrait appeler ça, peut-être, Création Africa ou quelque chose comme ça. On a un peu le début de ça, parce que je voudrais rendre hommage au travail qu'avait fait N'Goné FALL et quelques-unes et quelques-uns ont travaillé avec elle ici, pour la saison 2020, qui a été pour moi une immense révolution copernicienne. Elle a touché les ICC, mais pas seulement, évidemment le spectacle vivant, l'art plastique, ça a été une expérience totale, mais elle a complètement changé les choses en ce qu'elle a exposé à Paris, avec des curateurs, des conservateurs africains, avec des artistes contemporains, avec de l'histoire, en investissant des lieux qui étaient complètement coupés de la culture africaine, qu'on reléguait dans des lieux auxquels on les abonnait normalement.

Je pense que ce fil, il faut le continuer. Je sais que vous êtes en train de le continuer ici ; j'ai croisé plusieurs personnes qui m'ont dit : mais on continue, on a déjà, on fait 2023, etc. Ça montre qu'il y a besoin d'un rendez-vous annuel autour de la scène culturelle et des industries culturelles et créatives. Donc, chiche, je suis prêt, on a Choose Africa, Digital Africa, faisons Création Africa. L'idée qu'il y ait des artistes confirmés qui soient prêts à parrainer, accompagner. Je pense que ce doit être totalement public/privé. Il faut pouvoir développer les choses, il faut que cela puisse créer des opportunités, mais qu'on fasse émerger des jeunes artistes, qu'on permette à des artistes plus confirmés d'exprimer leurs créations. Là aussi, il y aura des récits à bâtir, et je partage totalement ce qui a été dit. Je pense que c'est pour moi un immense défi et ça va faire la transition vers ma conclusion, je l'évoquerai dans un instant. C'est l'idée d'avoir un ou des récits communs, et un peu conquérants pour les Africaines et les Africains.

Enfin, sur les restitutions. Je suis sous surveillance de la doctrine puisqu'après le discours de Ouagadougou, deux grands professeurs ont édicté notre doctrine. Bénédicte et Felwine, qui ont fait leur travail, leur rapport, qui nous a ensuite permis d'enchaîner et de faire les premières réalisations directes. On sera demain à Cotonou ; ce sera un grand moment justement parce que c'est la première traduction et on l'a fait aussi avec le Sénégal et d'autres. On sait très bien que l'objectif, maintenant qu'on doit se donner, c'est une loi-cadre. Le travail est en cours. Là, il y a eu des péripéties qui l'ont un peu retardées, mais l'objectif, c'est bien qu'on finisse. Il faut avoir mon engagement en ce sens pour qu'on ait un cadre, un processus. Ce que j'aime dans la proposition qui a été faite et le cadre de ce travail, c'est que ce soit un travail commun, conjoint, partenarial et qui soit établi entre justement des grands scientifiques et des experts africains et français — et même d'ailleurs internationaux—, et que la grammaire, les règles soient établies par eux, par un dialogue scientifique sur la manière dont les œuvres sont sorties des pays, sont entrées dans nos collections ; la manière aussi dont elles ont à être exposées, dont celles et ceux qui vont en prendre soin en à être formés.

Derrière — pour moi, ce n'est pas simplement rendre une œuvre — certains pays ont fait cette réflexion, ils sont allés beaucoup plus vite pour rendre leurs œuvres. Je n'aime pas tellement cette approche parce que ça veut je m'en débarrasse. On ne se débarrassera pas de notre passé. Il est en nous. Et ces œuvres nous ont apporté, elles font partie aussi maintenant — oserais-je le dire — de notre patrimoine et de notre imaginaire. Elles ont nourri notre propre imaginaire intellectuel, intime, nos rêves. Je ne suis pas né en Afrique, je n'ai pas de famille en Afrique. Certaines de ces œuvres, de ces objets, ont nourri mon imaginaire et ils font partie de ce que je ressens et de ce que je vis, et ces histoires aussi, c'est comme ça.

La question c'est, où est-ce qu'elles sont en quelque sorte le mieux ? C'était fou que la jeunesse béninoise ne puisse pas voir ces œuvres qui sont constitutives. Donc là, on les a ramenés, mais avec elles, on a ramené les esprits, on a ramené beaucoup de choses qui s'étaient passées chez nous. C'est une histoire d'amour réinventée qui continue. Ce qui m'intéresse, ce n'est pas la restitution, c'est le fait qu'il y a un retour à la maison pour certaines œuvres, mais il y a surtout un dialogue qui commence. Au fond, c'est une réinvention de ces œuvres, bien souvent, c'est-à-dire qu'on les remet là où elles ont été inventées, où les esprits sont encore là. Elles sont réinvesties en plus d'une histoire et d'une force. Mais on ne casse pas les ponts, c'est-à-dire qu'il y a un dialogue et une circulation qui continuent. Pour moi, c'est le plus important dans la réflexion qui a été conduite ; je dirais que c'est aussi important que le fait que ces œuvres quittent la France pour revenir. C'est un des sujets les plus silencieux, longtemps tus, qui est le plus important parce qu'il dit quelque chose de la reconnaissance mutuelle et du respect, et du fait que ces périodes qu'on a toujours voulu vivre et voir comme étant exclusivement sombres, ont bâti de l'inéluctable et de l'inséparable. C'est à nous de le réinventer positivement.

Après, sur le prélèvement des recettes, je finirai là-dessus. Je vais défendre le business modèle d'Emmanuel et du musée Jacques Chirac Quai Branly. C'est que s'il fait ça, lui, il ne touche plus rien, il n'a plus aucune recette. Il faut que ce soit un travail partenarial. Vous avez été très gentil tout à l'heure. Nous, on a, en quelque sorte, oserais-je dire, laïquement donné notre bénédiction, mais c'est vraiment Emmanuel et ses équipes avec ici les équipes de l'ambassade, vous tous, qui avaient construit cette exposition. Cette exposition, elle a exposé à Paris des œuvres qui ne sont pas des collections permanentes, qui ne sont pas détenues par Paris et qui vont revenir. Par rapport à ce qui était dit, c'est ça l'inédit de cette exposition. C'est de montrer à Paris des choses qui ne s'y voyaient jamais. C'est de reconnaître aussi le fait historique, culturel, central, avec sa part de mystère des œuvres, et de faire circuler ces œuvres et ces objets. Le musée qui est dans la démarche, dans

des cinémas, et de faire circuler ces œuvres et ces objets. Je pense que c'est dans la démarche, dans l'approche, dans la construction, de quelque chose aussi d'inédit, voilà qui est complètement inventé et qui constitue une part de cette démarche nouvelle que nous voulons faire.

Pour conclure, s'il est possible de conclure ces échanges, parce que nous avons soulevé un continent. Il y a beaucoup de choses qu'on n'a pas évoqué : on n'a pas parlé de sport, beaucoup ici le font vivre. On n'a pas parlé de santé, il y a des tas de choses dont on n'a pas parlé et qui sont essentielles aussi à la relation et qui, au fond, contribuent de cette même philosophie au fond d'un respect, d'une réciprocité et d'une volonté de nous faire avancer toutes et tous face aux défis qui sont les nôtres. Je le disais hier avec ceux qui étaient avec moi dans l'avion. Pour moi, ce qu'on fait là, c'est très important pour la France. Égoïstement, je ne le fais pas simplement pour le Cameroun. C'est très important pour la France et vous, vous m'aidez à faire quelque chose de très important pour la France. Parce que nous sommes un pays qui a une part d'africanité. Nous l'avons construite avec des histoires traumatiques, des histoires d'amour, des choix, des drames, mais c'est là.

Aujourd'hui, il y a une histoire d'amour à trouver, un triangle amoureux qu'il faut raviver. La France, le Cameroun, les diasporas. Tout le monde est un peu bloqué : le Cameroun, pardon Monsieur le Ministre, a du mal parfois, regardez ces diasporas, elles sont tempétueuses, elles sont parfois critiques, je vous rassure, du Gouvernement français et du Gouvernement camerounais, mais on ne critique que ce qu'on chérit le plus au monde. Le Cameroun a cet immense défi aussi d'histoire, de mémoire, est à un moment de son histoire, de sa vie démocratique qui est clé, avec énormément de défis. Je le dis avec beaucoup de bienveillance et de volonté d'accompagner ce moment pour que le Cameroun réussisse, pour lui-même et pour toute la région. L'Afrique centrale a besoin que le Cameroun réussisse les mois et les années qui viennent, c'est décisif. C'est décisif. Et qu'il ne tombe pas dans les mains du confusionnisme ou de relativisme, ceux qui diraient : « on arrive vers vous, on a des solutions toutes faites, on a des milices, on a de la désinformation, on a des chaînes d'information, des réseaux sociaux et des soldats qui vont vous aider à passer ce moment difficile en toute tranquillité. » Certains voisins sont en train de l'essayer, ça ne marche pas du tout. C'est terrible. Je ferme cette parenthèse.

La France a ce défi parce que nous-mêmes, nous n'arriverons à avancer que si on regarde aussi cette part de Cameroun, cette part d'Afrique et si on arrive enfin à dire à nos diasporas qu'on ne vous demande pas de retrancher cette identité qui est la vôtre. Vous êtes pleinement Françaises et Français ou binationaux. On dit juste, que c'est une immense chance pour la France. Pour comprendre ce qui se passe, rayonner, interagir, inventer d'autres choses. Ce triangle amoureux, si on arrive à le remettre dans le bon sens, c'est immense. Parce que c'est le seul moyen de réussir pour l'Europe et pour l'Afrique. Parce que le continent où nous sommes est le plus vibrant et le plus jeune au monde. Il mérite autre chose que de vivre dans les traumatismes qu'on n'a pas su régler. Notre génération a un double travail : régler les traumatismes du passé qu'on n'a pas su régler et relever les défis du présent et de l'avenir sur la santé, le climat, etc. qui sont devant nous. On doit travailler deux fois plus dur. C'est un défi immense, et c'est comme ça, pour finir là-dessus, qu'on construira ces récits d'avenir. Comme tu l'as dit, je crois très profondément que l'une des choses qu'on doit aider à faire c'est aider à bâtir cette nouvelle page des récits et du récit camerounais et africains. Si on peut modestement, par petites touches, par des toutes petites aides, parfois des tous petits pas de derrière, de l'autre côté, en aidant untel ou unetelle, à faire cela, on aura fait un travail immense. Parce que c'est un défi pour vous, mais c'est la clé aussi pour nous.

Voilà, je ne serais pas plus long. Merci infiniment de votre travail. On a fait beaucoup de chemin depuis Ouagadougou. Bilan des courses : tout ce qui s'est dit ce soir, on va en faire une feuille de route. Il y a des rendez-vous qui sont pris d'ici la fin de l'année sur le climat. Sur la création, il faut que dès le premier semestre 2023, on lance Création Africa. Sur le Conseil de suivi français, vous êtes partis, donc il ne faut pas vous arrêter. On va vous donner les moyens pour continuer et pour avancer. En octobre, on lance officiellement, à un an, le Fonds démocratie, et donc vous allez trouver les cas concrets. C'est à vous de vous débrouiller mais je ne vous lâcherai pas. Donc maintenant, travaux pratiques et on avance avec des rendez-vous réguliers. Je veux remercier le Président du Conseil pour le boulot fait. Merci infiniment. On est en train d'écrire une nouvelle page. Je vous aiderais à le faire. On le fera ensemble. Merci à tous.